



## **Covid-19, le président du Comité européen des régions réclame un nouveau mécanisme d'urgence sanitaire**

lundi 23 mars 2020, par [lpe](#)

Communiqué d'Apostolos Tzitzikostas, président du Comité européen des régions.

*" Chaque jour, dans toute l'Europe, des milliers de dirigeants locaux et régionaux mènent le combat pour limiter la propagation du virus et gérer ses conséquences sur le terrain. En tant que président du Comité européen des régions, et en tant que gouverneur de la région de Macédoine Centrale, je constate le professionnalisme, le dévouement et le courage de tous ceux qui mènent la bataille contre le COVID-19. Nous mobilisons actuellement nos communautés pour protéger les plus faibles parmi nos concitoyens et préserver autant que possible la continuité de nos économies.*

*Je rends hommage à toutes les collectivités locales et régionales qui se trouvent en première ligne, en particulier celles qui paient un lourd tribut humain. L'Europe peut compter sur nous. Elle peut compter sur ses maires, sur les présidents de ses régions et sur les membres de ses assemblées locales et régionales pour organiser la lutte contre la pandémie.*

*Dans le même temps, nous avons besoin que l'Union européenne aide nos collectivités locales à l'heure où elles ont le plus besoin de l'Europe, en mobilisant de toute urgence le budget et les capacités d'intervention de l'Union au service de nos concitoyens et de nos entreprises.*

*Les efforts déployés par la Commission européenne et par le Conseil de l'Union représentent un pas dans la bonne direction. Une application souple des règles du pacte de stabilité et de croissance et de celles relatives aux aides d'État est cruciale car elle permet de simplifier et d'accélérer le financement de la politique de cohésion. La mobilisation de la Banque européenne d'investissement et d'instruments importants comme le Fonds de solidarité de l'Union et le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation peut également bénéficier à nos collectivités locales.*

*Toutefois, à la lumière de mon expérience directe et des retours que je reçois de mes collègues et des membres du CdR, je crois que l'Union doit aller plus loin et mettre en place un mécanisme européen d'urgence sanitaire visant à mieux soutenir les milliers de dirigeants régionaux et locaux qui luttent pour fournir des services de santé au niveau local.*

*Ce mécanisme sanitaire devrait aider les villes et régions de toute l'Europe à recruter de toute urgence du personnel médical supplémentaire, à acquérir davantage de dispositifs médicaux, à soutenir les services de soins intensifs et à fournir aux écoles et aux hôpitaux des outils et équipements d'assainissement. Il devrait rationaliser l'utilisation des ressources financières des budgets régionaux, nationaux et européens et les rendre plus accessibles aux services de santé publique.*

*Nous devons investir davantage pour sauver des vies aujourd'hui et accroître notre résilience pour demain. Ce mécanisme devrait être financé par les ressources nationales et régionales existantes et par les Fonds structurels et d'investissement européens, qu'il convient de réorienter vers les besoins urgents,*

mais aussi par **de nouvelles ressources, jusqu'à 10 milliards d'euros**, dégagées à partir des marges du budget actuel de l'Union.

*Nous avons aussi besoin que la Commission européenne facilite et simplifie encore l'accès à toutes les ressources disponibles dans le cadre de la politique de cohésion de l'Union, pour accélérer leur utilisation par les collectivités locales qui peinent à faire face à la pandémie. Les fonds de la politique de cohésion se révèlent, une fois de plus, être une bouée de sauvetage vitale pour les acteurs qui se heurtent à des défis sans précédent sur le terrain. **La cohésion reste le plus puissant instrument d'investissement dont dispose l'Union**, qui permet aux acteurs européens, nationaux, régionaux et locaux de travailler et de réagir ensemble en période de crise.*

*L'avenir est incertain et les populations ont besoin d'une aide d'urgence, dès aujourd'hui, non seulement pour sauver des vies, mais aussi pour assurer la reconstruction au lendemain de la crise. Partout en Europe, nous devons pouvoir travailler en partenariat et partager équitablement la charge qui nous incombe. L'Union européenne doit apporter soutien et solidarité à ceux qui en ont le plus besoin. Cette exigence n'aura jamais été aussi vraie que durant la crise de pandémie que nous traversons actuellement. **Les régions et les villes resteront en première ligne dans la lutte contre le virus.** En tant que responsables politiques, notre premier devoir en ces temps difficiles est celui que nous assumons envers nos concitoyens. Nous devons unir nos forces au niveau local, régional, national et européen pour les protéger. Je suis intimement convaincu que notre démocratie est plus forte qu'un virus et que, grâce à nos efforts communs, nous finirons par sortir plus forts de la crise du COVID-19.*

**A propos :** Le Comité européen des régions est l'assemblée des représentants des pouvoirs locaux et régionaux des 27 États membres de l'Union européenne. Créé en 1994 à la suite de la signature du traité de Maastricht, il a pour mission d'associer les collectivités locales et régionales au processus décisionnel de l'UE et de les informer des politiques européennes. Le Parlement européen, le Conseil et la Commission européenne le consultent à propos des politiques intéressant les régions et les villes. Pour siéger au Comité européen des régions, ses 329 membres et leurs 329 suppléants doivent tous être, dans leur région ou commune d'origine, soit titulaires d'un mandat électoral, soit politiquement responsables devant une assemblée élue.